

Vu l'ordonnance n° 82-1116 du 23 décembre 1982 et notamment l'article 7 ;

Vu la demande présentée le 1^{er} juin 1994 et tendant à obtenir une autorisation personnelle minière valable pour le nickel et le chrome et pour cinq titres équivalents ;

Sur proposition du Directeur des Mines et de l'Energie,

Arrête :

Art. 1^{er}. - La demande formulée par M. Gaëtan Brini le 1^{er} juin 1994 et tendant à obtenir une autorisation personnelle minière valable pour nickel et chrome et pour cinq titres miniers, est rejetée.

Art. 2. - Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé par les soins du Directeur des Mines et de l'Energie.

*Le Délégué du Gouvernement
pour la Nouvelle-Calédonie et les Iles Wallis et Futuna
Haut-Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie,
Didier CULTIAUX*

Arrêté n° 2006 du 19 octobre 1994 rendant exécutoire une décision du Comité de Gestion du Fonds Intercommunal de Péréquation pour le fonctionnement des communes accordant l'aval du Fonds aux emprunts de la commune de Lifou

Le Délégué du Gouvernement pour la Nouvelle-Calédonie et les Iles Wallis et Futuna, Haut-Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, Chevalier de la Légion d'Honneur, Officier dans l'Ordre National du Mérite,

Vu la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 ;

Vu la loi n° 69-5 du 3 janvier 1969 modifiée relative à la création et à l'organisation des communes dans le Territoire de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi n° 77-744 du 8 juillet 1977 modifiant le régime communal dans le Territoire de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la décision du Comité de Gestion du Fonds Intercommunal de Péréquation pour le fonctionnement des communes du 15 octobre 1994,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est rendue exécutoire la décision du Comité de Gestion du Fonds Intercommunal de Péréquation pour le fonctionnement des communes en date du 15 octobre 1994 accordant l'aval du Fonds aux emprunts contractés par la commune de Lifou auprès de :

. la Caisse Française de Développement :

31.000.000 F CFP pour financer la mise en conformité des réseaux AEP/forages.

20.000.000 F CFP pour financer la construction d'ateliers municipaux.

Art. 2. - Le Secrétaire Général de la Nouvelle-Calédonie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

*Le Délégué du Gouvernement
pour la Nouvelle-Calédonie et les Iles Wallis et Futuna,
Haut-Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie,
Didier CULTIAUX*

**Arrêté n° 2008 du 19 octobre 1994
relatif au recrutement d'un animateur saisonnier**

Le Délégué du Gouvernement pour la Nouvelle-Calédonie et les Iles Wallis et Futuna, Haut-Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, Chevalier de la Légion d'Honneur, Officier dans l'Ordre National du Mérite,

Vu la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 ;

Vu le décret du 15 juillet 1994 portant nomination de M. Didier Cultiaux, Préfet, Délégué du Gouvernement pour la Nouvelle-Calédonie et les Iles Wallis et Futuna, Haut-Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délégation de crédits en provenance du Ministère de la Jeunesse et des Sports (ordonnance n° 32) ;

Sur proposition du Directeur Territorial de la Jeunesse et des Sports,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Guichard Kurt, né le 3 septembre 1965 à Nouméa, domicilié 26 rue Albert Blum, Rivière Salée - 98800 Nouméa, est recruté dans les fonctions d'animateur socio-éducatif saisonnier.

Art. 2. - M. Guichard Kurt percevra la rémunération correspondant à l'indice net ancien 100.

Art. 3. - Le présent recrutement prendra effet le 1^{er} mai 1994 pour une durée de deux mois et demi.

Art. 4. - La dépense est imputable au budget du Ministère de la Jeunesse et des Sports - gestion 1994, chapitre 31-96, article 80.

Art. 5. - Le présent arrêté abroge l'arrêté n° 1450 du 12 août 1994.

Art. 6. - Le présent arrêté sera notifié à l'intéressé.

*Pour le Délégué du Gouvernement
Haut-Commissaire de la République
et par délégation :
Le Secrétaire Général Adjoint,
Jacques MICHAUT*

Arrêté n° 2018 du 19 octobre 1994 portant ouverture d'une enquête relative à l'établissement des servitudes d'appui, de passage et d'ébranchage nécessaires à la construction et à l'exploitation de la ligne électrique 150 kV Yaté/Ducos, tronçon La Coulée/Cité de Saint Quentin dans les communes de Nouméa et du Mont-Dore

Le Délégué du Gouvernement pour la Nouvelle-Calédonie et les Iles Wallis et Futuna, Haut-Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, Chevalier de la Légion d'Honneur, Officier dans l'Ordre National du Mérite,

Vu la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 ;

Vu le décret du 10 novembre 1909 relatif aux distributions d'énergie électrique en Nouvelle-Calédonie et notamment son article 12 ;

Vu le décret du 16 mai 1938 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique en Nouvelle-Calédonie et notamment ses articles 4 à 14 ;

Vu le décret du 15 juillet 1994 portant nomination de M. Didier Cultiaux, Préfet, Délégué du Gouvernement pour la Nouvelle-

Calédonie et les Iles Wallis et Futuna, Haut-Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 10 du 8 janvier 1946 fixant la forme des enquêtes, les formes d'instruction des projets et leur approbation et notamment ses articles 52 et 53 ;

Vu la convention du 25 août 1972 attribuant à la Société Enercal, la concession de transport et de répartition de l'énergie électrique sur le Territoire de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 1216 du 29 juillet 1994 déclarant d'utilité publique la construction de la ligne électrique 150 kV Yaté/Ducos, tronçon La Coulée/Cité de Saint Quentin ;

Vu l'autorisation de construire n° 79/94 du 15 septembre 1994 délivrée à la Société Enercal ;

Vu la demande n° 312467 du 12 août 1994 de la Société Enercal ;

Sur proposition du Directeur des Infrastructures, de la Topographie et des Transports Territoriaux,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Conformément aux dispositions des articles 52 et 53 de l'arrêté n° 10 du 8 janvier 1946, il est ouvert une enquête en vue de l'établissement des servitudes nécessaires à la construction, l'entretien et la surveillance de la ligne électrique 150 kV Yaté/Ducos, tronçon La Coulée/Cité de Saint Quentin, dans les communes de Nouméa et du Mont-Dore.

Art. 2. - Les servitudes d'accès sont définies comme suit :

- établissement à demeure des supports de conducteurs aériens,
- surplomb des conducteurs consistant à maintenir tout ouvrage ou construction à une distance minimale de 4,20 m de ceux-ci,
- élagage et ébranchage des arbres sur le passage de la ligne qui pourraient, par leur mouvement ou leur chute, occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages,
- accès sous la ligne pour la construction, l'entretien, la surveillance et le renouvellement des supports et de la ligne au moyen de tous véhicules ou engins nécessaires.

Les propriétés frappées des servitudes énumérées ci-dessus, sont indiquées sur les plans parcellaires joints au dossier d'enquête.

Art. 3. - M. le Chef de la Subdivision Provinciale Sud de Nouméa (Direction de l'Équipement) est désigné en qualité de commissaire-enquêteur.

Art. 4. - Les plans des propriétés concernées resteront déposées pendant quinze (15) jours pleins et consécutifs du 21 novembre 1994 au 5 décembre 1994 inclus au secrétariat de la mairie de Nouméa et de la mairie du Mont-Dore. Pendant ce délai, les intéressés pourront consigner leurs observations sur les registres ad hoc déposés à la mairie de Nouméa et à la mairie du Mont-Dore ainsi qu'au secrétariat de la Subdivision Provinciale Sud de la Direction de l'Équipement à Nouméa (rue Berthelot 2^e Vallée du Tir).

Art. 5. - Notification des travaux projetés sera auparavant donnée aux propriétaires intéressés, par le Maire de la commune de Nouméa et le Maire de la commune du Mont-Dore.

Art. 6. - A l'issue du délai fixé à l'article 4, le commissaire-enquêteur procédera à la clôture des registres sous sa signature et transmettra toutes les pièces à la Direction des Infrastructures, de la Topographie et des Transports Territoriaux (SI/CDEB) avec son avis motivé.

Art. 7. - Le présent arrêté sera, avant la date fixée pour l'ouverture de l'enquête, publié par les soins du Maire de la commune de

Nouméa et du Maire de la commune du Mont-Dore, par voie d'affichage.

Avant la même date, un avis d'ouverture d'enquête sera publié dans la presse par les soins de la Direction des Infrastructures, de la Topographie et des Transports Territoriaux.

Il sera justifié de l'accomplissement des formalités de publicité et de l'envoi des plis recommandés prévus à l'article 4, par un certificat du Maire de la commune de Nouméa et du Maire de la commune du Mont-Dore et par un exemplaire daté des journaux contenant cette insertion.

Toutes ces pièces seront jointes au dossier de l'enquête.

Art. 8. - Le Secrétaire Général de la Nouvelle-Calédonie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera communiqué partout où besoin sera.

Pour le Délégué du Gouvernement
Haut-Commissaire de la République
et par délégation :
Le Secrétaire Général Adjoint,
Jacques MICHAUT

Décision n° 2020 du 20 octobre 1994 autorisant l'amodiation de quatre permis d'exploitation

Le Délégué du Gouvernement pour la Nouvelle-Calédonie et les Iles Wallis et Futuna, Haut-Commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie, Chevalier de la Légion d'Honneur, Officier dans l'Ordre National du Mérite,

Vu la loi n° 88-1028 du 9 novembre 1988 portant dispositions statutaires et préparatoires à l'autodétermination de la Nouvelle-Calédonie en 1998 ;

Vu le décret n° 54-1110 du 13 novembre 1954 modifié par les décrets n° 55-638 du 20 mai 1955, n° 57-242 du 24 février 1957 et n° 57-859 du 20 juillet 1957 portant réforme du régime des substances minérales dans les Territoires d'Outre-Mer ;

Vu la délibération minière n° 128 du 22 août 1959 rendue exécutoire par arrêté n° 948 du 29 septembre 1959 modifié par arrêté n° 1326 du 16 décembre 1959, elle-même modifiée par la délibération n° 271 du 3 février 1961, promulguée par arrêté n° 134 du 15 février 1961 ;

Vu la loi n° 69-4 du 3 janvier 1969 modifiant la réglementation minière en Nouvelle-Calédonie et son décret d'application n° 69-598 du 10 juin 1969 ;

Vu l'ordonnance n° 82-1116 du 23 décembre 1982 et notamment l'article 7 ;

Vu la demande présentée le 8 septembre 1994 par la Société "Mai Kouaoua Mines", à l'effet d'obtenir une autorisation d'amodier les permis d'exploitation "PB" et "La Forestière A, B et C" détenus par M. Jacques Mouldous ;

Sur proposition du Directeur des Mines et de l'Energie,

Décide :

Art. 1^{er}. - Est autorisée pour une durée de 3 ans à compter de la date de publication au J.O.-N.C., l'amodiation en faveur de la Société Mai Kouaoua Mines des permis d'exploitation "PB" et "La Forestière A, B et C" détenus par M. Jacques Mouldous et situés dans la région de la Rivière des Pirogues.

Cette autorisation n'implique aucune approbation des conditions financières de l'amodiation, ni ne préjuge la valeur des mines.